

avaient été invités, ils ont fait pénétrer leurs effectifs et leur matériel militaire dans le pays.

La Commission internationale de contrôle, dont le Canada était membre, a protesté contre cette initiative. On prétendait qu'ils y avaient été invités par Diem. C'est un peu comme si la marionnette invitait le ventriloque à dîner. Les élections n'ont jamais eu lieu. Ce qui était une ligne de démarcation militaire temporaire est devenu une frontière rigide. Certains des orateurs qui ont parlé de la liberté devraient voir quelle sorte de liberté existe au Vietnam du Sud. Je doute qu'elle soit bien supérieure à celle qu'on trouve au Vietnam du Nord. La seule différence, c'est qu'on a une dictature militaire de l'élite dans le Sud et une dictature communiste dans le Nord. Mais les États-Unis avaient des intérêts vitaux dans le Sud-Est asiatique, et il s'est servi de son gouvernement fantoche comme prétexte pour s'introduire au Vietnam et empêcher la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de Genève. Surtout grâce aux protestations des Américains eux-mêmes, on a fini par reconnaître qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire. Le président Lyndon Johnson a été défait surtout à cause de ses politiques au Vietnam et le président Nixon a été élu pour avoir promis de réduire graduellement la guerre.

Le député d'Esquimalt-Saanich a déclaré que l'invasion du Cambodge ne produirait peut-être aucun résultat, et que, par conséquent, elle se résumerait à peu de choses. Monsieur l'Orateur, l'invasion du Cambodge n'est que le premier chapitre d'une nouvelle histoire épouvantable. Comme quelqu'un l'a dit dans la presse aujourd'hui, ce n'est pas un point tournant dans la guerre, c'est un retour à la guerre. Quiconque s'arrête à lire l'histoire du Sud-Est asiatique se rendra compte que l'invasion d'un pays de cette région, par une puissance occidentale industrielle, fait penser à la mouche qui tombe sur un attrape-mouches. Il est beaucoup plus facile d'y entrer que d'en sortir. Les Français et les Japonais l'ont appris, et voilà maintenant le tour des États-Unis. En annonçant hier soir que les États-Unis envoyaient des troupes terrestres et des bombardiers au Cambodge, le président Nixon ouvrait un chapitre sinistre dans cette histoire déjà sanglante.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a souligné, comme l'a fait hier soir le président dans son discours, qu'il y a depuis cinq ans au Cambodge des troupes du Vietcong et du Vietnam du Nord. Cela regarde le gouvernement du Cambodge. Apparemment, le prince Sihanouk qui était chef d'État, n'y voyait pas d'objection. En fait, j'infère des

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

observations du secrétaire d'État aux Affaires extérieures que l'un des conflits qui l'ont opposé à la Commission internationale de contrôle provenait du fait qu'elle avait signalé la présence au Cambodge de troupes vietnamiennes et vietcong. Mais Sihanouk a été déposé. Un gouvernement militaire a pris le pouvoir. On tend à présumer qu'il doit être beaucoup plus hostile à la présence de troupes étrangères. Il est cependant intéressant de constater qu'il n'a réclamé aucune intervention. Il n'a lancé aucun appel aux Nations Unies, pas plus qu'aux États-Unis ou au gouvernement du Vietnam du Sud.

Le *Globe and Mail* déclarait ce matin:

Un porte parole du gouvernement cambodgien à Phnom Penh a déclaré hier que le gouvernement n'avait pas approuvé l'intervention conjointe du Vietnam du Sud et des États-Unis, ajoutant que le Cambodge était un pays neutre.

L'article signale que l'un des principaux diplomates de l'Ambassade du Cambodge à Washington a fait une déclaration analogue. En fait, le président Nixon lui-même, a déclaré dans son discours télévisé au peuple américain que le gouvernement du Cambodge avait été averti mais non point consulté.

● (5.00 p.m.)

Quand un pays est envahi et simplement informé qu'il le sera alors qu'il n'a demandé ni aide ni intervention, c'est de l'agression. Le député d'Esquimalt-Saanich a dit: «Le Cambodge peut protester auprès des Nations Unies.» Il a ajouté: «Qu'il n'ait pas protesté prouve qu'il est satisfait de la situation.» Le Cambodge n'a pas eu grand temps pour protester puisque ce n'est qu'hier soir qu'il a appris ce qui se tramait. Allons-nous permettre que les États-Unis ou l'Union soviétique ou qui on voudra envahissent un autre pays simplement parce que les troupes qui s'y trouvent ne leur plaisent pas? L'acceptation de cette doctrine créerait un dangereux précédent.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est écoulé, à moins que la Chambre ne consente à l'unanimité à ce qu'il continue. La Chambre y consent-elle?

Des voix: Poursuivez.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Mes remarques vont être courtes. Il faut reconnaître, je pense, que depuis plusieurs années, chaque fois qu'il s'est produit une escalade dans la guerre en Asie du Sud-Est,